



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Informations générales

Email de contact : sp-brest-appui-territorial@finistere.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 27 janvier 2022

Nature juridique de la structure porteuse : Association

Nom de la structure porteuse : Association des Îles du Ponant

Si protocole de préfiguration : date de signature : None

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- Préfecture du Finistère
- nom : Île-de-Batz, SIREN : 29082, nature : commune
- nom : Île-Molène, SIREN : 29084, nature : commune
- nom : Ouessant, SIREN : 29155, nature : commune
- nom : Île-de-Sein, SIREN : 29083, nature : commune
- Association des Îles du Ponant

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- Projet alimentaire territorial
- TEPCV Îles du Finistère
- Volet Insularité du CPER
- Stratégie de façade maritime
- PPE
- Plan national d'Adaptation au changement climatique
- SCOT

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Contrat de transition écologique
- Contrat local de Santé

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :



- Conseillers numériques France services
- France services
- Nouveaux lieux nouveaux liens
- France Mobile
- France Très-Haut débit

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- Orientation 1 : Faire des îles résilientes face au changement climatique - Adaptation / Atténuation
- Orientation 2 : Gérer durablement les ressources des territoires
- Orientation 3 : Renforcer les capacités de logements à l'année sur les îles
- Orientation 4 : Développer les capacités du développement économique sur les îles
- Orientation 5 : Maintenir les services essentiels et accompagner les services émergents

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Non

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Circuits courts agricoles
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Restauration et alimentation durable
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Gestion des risques (inondations...)
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Sensibilisation et animation de la transition
- Economie sociale et solidaire
- Emploi et Insertion
- Tourisme durable
- Economie, production et consommation durable
- Commerce, artisanat de proximité
- Efficacité énergétique
- Production d'énergies renouvelables

- Logistique et Fret
- Mobilités douces
- Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge...
- Culture et patrimoine
- Education
- Santé et soins
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Opération de requalification (friches...)
- Organisation des déplacements
- Usages et inclusion numériques
- Tiers Lieux
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : -

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : -

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions :

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : None

Mobilisation d'une ingénierie externe :

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Non

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : -€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : -
€